

ALGÉRIE

Au terme de la mission d'Amnesty International : des promesses de changement, mais les questions liées aux droits humains ne sont toujours pas résolues

Index AI : MDE 28/004/2003

Embargo : 27 février 2003 (12:30 TU)

Une délégation d'Amnesty International vient de terminer sa mission de deux semaines en Algérie, après deux ans et demi pendant lesquels l'organisation n'a pas pu se rendre dans ce pays.

À Alger et dans d'autres régions, la délégation a rencontré de hauts responsables des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de l'Éducation, des membres de la commission nationale des droits de l'homme et des représentants des associations de femmes et de défense des droits fondamentaux, ainsi que des victimes d'atteintes aux droits humains et leurs familles. Elle a présenté ses conclusions lors d'une conférence de presse organisée à Alger le 27 février.

Gardant en mémoire sa dernière visite en novembre 2000, la délégation a constaté que le débat public bénéficiait d'un espace plus ouvert et qu'un engagement avait été pris envers les questions liées aux droits humains dans le pays. Au cours d'entretiens directs avec les représentants du gouvernement, les délégués d'Amnesty International ont été informés d'une série de réformes, planifiées et progressivement mises en œuvre à de multiples niveaux, dans le but affirmé de s'avancer vers une plus grande transparence et vers un état de droit.

« Ces prévisions de réformes sont peut-être le signe d'une évolution majeure dans la protection à long terme des droits humains en Algérie, a commenté Roger Clark, responsable de la délégation. Mais l'efficacité et la légitimité de cette promesse de changement seront compromises si les atteintes aux droits fondamentaux passées et présentes ne sont pas résolues, et si les garanties existantes contre des violations comme la torture et la détention au secret ne sont pas scrupuleusement appliquées. »

La délégation d'Amnesty International a exprimé son inquiétude au sujet des meurtres de civils qui continuent d'être perpétrés, même si leur nombre a diminué par rapport aux années précédentes. La torture constitue

toujours une pratique courante et systématique dans presque toutes les affaires censées comporter des liens avec ce que le gouvernement qualifie d'activités « terroristes ». Des milliers de familles souffrent encore le martyr et sont maintenues dans l'ignorance quant au sort de leurs proches, arrêtés par les forces de sécurité ou enlevés par des groupes armés ou des milices armées par l'État, au cours des 10 dernières années.

L'impunité demeure l'une des préoccupations majeures d'Amnesty International. La délégation a noté l'inaction constante du gouvernement, qui s'abstient d'enquêter de manière satisfaisante sur les atteintes aux droits humains et de traduire en justice les auteurs présumés de ces violences passées et présentes.

« Nous demandons aux autorités de s'intéresser de toute urgence à ces motifs de préoccupation graves et persistants. Les familles des victimes ont le droit de savoir, pour se libérer de l'angoisse de l'incertitude ; elles ne peuvent attendre que les promesses de réformes à long terme deviennent réalité », a conclu la délégation.

Pour une interview avec la délégation, veuillez contacter le Service de presse au +44 20 7413 5566. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter le site web : www.amnesty.org